

DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ

## Premier coup de semonce au gouvernement

Seize députés socialistes  
membres de la commission  
des lois disent non. P. 10

RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

# La déchéance met la majorité en ébullition

L'opposition à l'article 2 du projet de réforme de la Constitution prévoyant une extension des possibilités de déchéance de nationalité est largement partagée, y compris dans la majorité parlementaire.

**C**oup de semonce ou coup de tonnerre ? L'exécutif se retrouve en tout cas toujours un peu plus en difficulté, après que les membres socialistes de la Commission des lois de l'Assemblée nationale se sont prononcés, vendredi, à une très large majorité, contre l'extension de la possibilité de déchéance de nationalité à l'ensemble des personnes possédant au moins une nationalité, en plus de la nationalité française. En présence du chef de file des socialistes de la commission homologue au Sénat, Jean-Pierre Sueur, et de la responsable des questions de justice du PS, Marie-Pierre de La Gontrie, qui y est ouvertement hostile, seize députés socialistes ont affirmé leur opposition à la mesure, alors que deux seulement la défendaient.

Certes, la réunion était informelle et ne préjugait pas forcément de leur vote lors de

l'examen du texte en commission, et encore moins dans l'Hémicycle, mais il resserre un peu le collet auquel le gouvernement s'est lui-même laissé prendre. D'autant que les députés en question sont loin d'être connus comme des frondeurs. En se basant sur leurs déclarations, on estime à ce jour à une bonne centaine les socialistes qui s'abstiendraient sur l'article, auxquels il faut en ajouter une bonne trentaine qui voteraient contre.

### Les ministres appelés à taire leur hostilité au projet

Mais ce n'est pas tout : au sein même du gouvernement, l'idée met mal à l'aise. Beaucoup de ministres opposés ont été appelés à ne pas faire connaître publiquement leur position. Un appel que la garde des Sceaux, Christiane Taubira, a décidé de transgresser en affirmant, jeudi, sur I-Télé : « *Je ne fais*

*pas mystère que, oui, je pense que la déchéance de nationalité n'est pas souhaitable pour des Français binationaux parce que (...), tout le monde le reconnaît et le premier ministre en a convenu sans difficulté, son efficacité est absolument dérisoire. Par contre, ça touche à un pilier important.* » La ministre de la Justice avait pourtant fait mine de rentrer dans le rang, notamment en publiant le jour même, dans *le Monde*, une tribune cosignée avec le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

François Hollande et Manuel Valls se retrouvent donc au milieu du gué : d'un côté, ils auront besoin de voix de droite pour faire adopter la réforme constitutionnelle – or la droite conditionne ces votes au maintien de la mesure ; de l'autre côté, ils risquent de ne pas faire le plein dans leur propre camp, à plus forte raison avec une opposition probable de la Commission des lois et une ministre de la Justice censée se

faire l'avocate du texte alors qu'elle y est intimement hostile.

Pour le moment, le premier ministre choisit de ne pas bouger : présent samedi aux vœux de son successeur à la mairie d'Évry (Essonne), il continue de présenter la révision constitutionnelle comme « un bloc », dont « on ne peut enlever tel ou tel élément ». Matignon compte sur l'autorité pour faire rentrer ses troupes parlementaires dans le rang, une stratégie qui a, jusqu'ici, plutôt bien fonctionné, mais face à des mouvements d'humeur de bien plus faible ampleur.

Il faut dire que la base socialiste bout. En Haute-Garonne, c'est la fédération PS entière qui a adopté, vendredi, à l'unanimité de son bureau (dont l'ancien ministre Kader Arif, très proche de François Hollande), une résolution s'opposant à toute extension de la déchéance de nationalité. La fédération PS des Français de l'étranger avait déjà fait de même. ●

**ADRIEN ROUCHALEOU**



« LA NOTION DE CITOYENNETÉ EST INTRINSÈQUEMENT LIÉE À CELLE D'ÉGALITÉ (ET NOUS NE POUVONS ACCEPTER CETTE MESURE », ÉCRIT LE PS DE HAUTE-GARONNE.

LA COHABITATION DEVIENT DE PLUS EN PLUS COMPLIQUÉE ENTRE CHRISTIANE TAUBIRA ET MANUEL VALLS. PHOTO STÉPHAN DE SAKUTIN/POOL/AFP